

## Études littéraires africaines

EVANS Nicholas & SEEBER Monica, ed., *The Politics of Publishing in South Africa*, London, Holger Ehling Publishing, Scottsville, University of Natal Press, 2000, 300 p.



Jean Sévry

Numéro 11, 2001

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1041895ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1041895ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association pour l'Étude des Littératures africaines (APELA)

ISSN

0769-4563 (imprimé)

2270-0374 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Sévry, J. (2001). Compte rendu de [EVANS Nicholas & SEEBER Monica, ed., *The Politics of Publishing in South Africa*, London, Holger Ehling Publishing, Scottsville, University of Natal Press, 2000, 300 p.] *Études littéraires africaines*, (11), 57–60. <https://doi.org/10.7202/1041895ar>

Tous droits réservés © Association pour l'Étude des Littératures africaines (APELA), 2001

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

## AFRIQUE DU SUD

■ EVANS NICHOLAS & SEEBER MONICA, ED., *THE POLITICS OF PUBLISHING IN SOUTH AFRICA*, LONDON, HOLGER EHLING PUBLISHING, SCOTTSVILLE, UNIVERSITY OF NATAL PRESS, 2000, 300 P.

Une bonne connaissance du marché du livre et de l'édition font intégralement partie des études littéraires : qui pourrait le nier ? Or, les littératures qui se sont développées dans les colonies sont souvent maintenues dans une situation de dépendance à l'égard de leurs métropoles d'origine. Certes, le temps n'est plus où pour se faire reconnaître, un écrivain africain devait obligatoirement passer soit par Heinemann à Londres, soit par Présence Africaine à Paris. Et pourtant, Ahmadou Kourouma aurait-il obtenu le Renaudot s'il n'avait pas été publié par une certaine maison d'édition qui a son siège à Paris ? On pourrait donc dire que le degré d'autonomie d'une littérature, coloniale ou africaine, peut se mesurer à son manque de dépendance par rapport aux maisons d'édition des pays développés ; et l'on pourrait alors évoquer tous les efforts entrepris, dans le monde anglophone, au Nigeria, dans l'Afrique de l'est ou aux Indes.

Et dans le cas de l'Afrique du Sud ? A lire l'ouvrage collectif publié par N. Evans et M. Seeber, on se rend compte que ce type d'affirmations mérite d'être nuancé. Comme l'observe l'un des rédacteurs, Andries Oliphant (qui a joué un rôle de premier plan au sein de Staffrider) : "Tout au long de l'histoire de l'Afrique du Sud, et avec un degré d'intensité variable, l'Etat est intervenu pour sauvegarder les intérêts de la minorité dominante" (p. 111). Ainsi, ce qui aurait pu déboucher sur une forme d'autonomie à l'égard de l'ancienne métropole se traduit par une mainmise étatique sur le monde de l'édition. De la même façon, tout au long des années d'apartheid, la seule façon de pouvoir maintenir son autonomie, son indépendance d'esprit, c'était de s'adresser à des éditeurs américains ou britanniques :

*"Et pourtant, une question demeure : est-ce qu'une littérature de la contestation aurait pu voir le jour entre les années soixante et soixante-dix sans cette sécurité que proposaient des maisons d'édition situées hors de notre territoire ?"* (p. 118).

Oliphant fait ici allusion à des maisons situées en Angleterre, comme Heinemann ou Faber & Faber, qui ont joué un rôle capital pour la reconnaissance de nombre d'écrivains anti-apartheid. Nous allons donc de paradoxe en paradoxe.

J'en reviens à ce livre. Il s'agit d'une collection d'articles qui, trop souvent, ont tendance à se répéter, ce qui devient agaçant pour le lecteur. C'est ainsi que dans la première partie qui traite des politiques de l'édition en Afrique du Sud sous leur aspect historique, il y a trop de recouvrements entre l'article de P. Mpe et M. Seeber et ceux de D. Cloete et G. Berger. Je regrette aussi de ne trouver nulle part une étude statistique du marché du livre, avec tirages, indices de lectorat, investissements écono-

miques et bancaires, bref, un véritable état des lieux.

Ceci étant dit, on retrouve au fil des pages toute l'histoire de l'édition en Afrique du Sud depuis les débuts jusqu'à la fin de l'apartheid. Ce qui apparaît bien, c'est le rôle de maisons comme David Philip ou Ad. Donker qui ont tenté de lancer une vision "alternative" de leurs publications, ce qui revient à dire qu'elles entendaient bien se démarquer par rapport à un monde dominé par les tenants du système ségrégatif (Nationale Pers, ou à un degré moindre, Human & Rousseau), tout en essayant de garder les distances avec d'autres maisons d'édition du monde anglophone, afin d'affirmer une relative autonomie. De nombreuses pages sont consacrées à Ravan Press<sup>1</sup>, et à son périodique Staffrider, véritable pépinière de talents. Tous ces éditeurs se sont heurtés à des difficultés insurmontables, qu'il s'agisse de la censure (les "bannings"), ou d'autres formes de pression. Ainsi à propos du groupe de presse Grassroots :

"En 1989, Grassroots cesse sa publication. Ses bureaux avaient été attaqués à la bombe, et nombre de gens importants dans l'équipe de rédaction avaient été interdits de publication, ou arrêtés" (p. 83). Ce qui est également bien mis en valeur, c'est le rôle très important joué par Mothobi Mutloatse et Jaki Seroke dans le lancement de Skotaville Press : dans la mouvance du Black Consciousness Movement, il s'agissait en effet de créer une maison d'édition qui manifeste une autonomie aussi large que possible à l'égard de confrères blancs, quelle que fut leur coloration politique. A partir des années 90, au fur et à mesure que la fin de l'apartheid se dessine à l'horizon, les choses changent, les fusions et absorptions se multiplient, Ravan Press doit se retirer. C'est que, comme en littérature, le champ de l'alternative n'a plus lieu d'être, car on ne peut plus maintenant dénoncer ce qui n'est plus, et comme le remarquent N. Combrinck et M. Davey (p. 228) :

*"Entre les années 1960 et 1990, c'est-à-dire pendant la période de l'apartheid, des "opposants" comme David Philip et Ravan Press avaient promu une littérature de la libération dans les mondes de la fiction, de la poésie ou autres ; mais lorsque survint la période d'après l'apartheid, ils se sont cassé le nez."*

D'autres articles mettent bien en relief le rôle important joué par les missions, en dépit de fortes ambiguïtés, dans la découverte et l'émergence des littératures africaines, de Dhlo-mo à Plaatje ou Mofolo. Dans ce pays où le facteur religieux a gardé tout son poids, l'apparition d'un éditeur comme Ravan Press en 1972 n'est pas dissociable d'un arrière-plan chrétien, puisque trois de ses fondateurs (p. 25) étaient des membres du SPROCAS (Study Project on Christianity in Apartheid Society). Par la suite, dès 1990, on va voir le COSAW (Congrès des écrivains sud-afri-

<sup>1</sup> Voir à cet égard la bonne étude de G.E. de Villiers, ed., Ravan, *Twenty-five Years (1972-1997), A Commemorative Volume of New Writing*, Johannesburg, Ravan Press, 1997. Compte rendu dans *Etudes Littéraires Africaines* n°7 (1999).

cains, proche de l'ANC) prendre à son tour le contrôle politique du périodique Staffrider (p. 50). Le Bantu Education Act va peser de tout son poids en limitant l'accès à la culture dans le monde noir, ce qui se retrouve au niveau de l'édition, car comme le font observer P. Mpe et M. Seeber, "Le système d'éducation bantoue a donné naissance à une prolifération de publications en langues africaines, tout en réduisant de façon draconienne la portée de ses thèmes" (p. 18-19). Je recommande tout particulièrement un long article de M. Maake (p. 127-159), très bien documenté, qui traite des publications de textes en langues africaines et de leur historique. Il est intéressant d'apprendre, en termes de diffusion des idéologies coloniales à l'intention des colonisés, que des auteurs comme Rider Haggard, Defoe ou Paton (*Pleure o Pays bien-aimé*) ont été traduits en langues africaines.

Cette étude ne se contente pas de traiter de littérature, elle couvre l'ensemble des publications, presse, éditions scolaires et universitaires, publications syndicales, ou touristiques (Struik). Dans le domaine de l'éducation, la tâche est énorme car il s'agit aussi de briser des monopoles idéologiques, ce qui apparaissait bien, à propos des manuels d'enseignement de l'histoire, dans l'étude de June Bam et Pippa Visser parue en 1996<sup>1</sup>.

La troisième partie se tourne vers l'avenir, qui demeure des plus problématiques. Si les éditions universitaires sont appelées à jouer un rôle de premier plan dans la diffusion de la culture par le canal de la formation initiale et permanente (l'UNISA touche pas moins de 105 000 étudiants, et Technikon SA près de 70 000, p. 173-174), les études africaines qui nous intéressent au premier chef demeurent encore trop centrées sur le Royaume-Uni et les USA, qu'il s'agisse de recherche ou de lieux de publication, et comme le remarque Eve Gray : "Les chercheurs africains travaillant sur place ont tendance à se consacrer à des études régionales, et il n'y en a que fort peu qui entreprennent des études comparatistes" (p. 181). L'Afrique du Sud a du mal à s'arracher à son passé, à ses ghettos culturels. Mais l'industrie du livre a connu beaucoup de bousculades, avec toujours un même désir : affirmer une difficile autonomie, ce que l'on retrouve bien avec le lancement de l'IPASA (Association des éditeurs indépendants de l'Afrique du Sud) dès 1989 (p. 233). Les ONG se lancent également dans ces entreprises, et il s'agit maintenant d'assurer, tout particulièrement pour les élites africaines, des formations qui leur permettent d'accéder aux métiers du livre, ne serait-ce que par le canal de la SAQA (South African Qualifications Authority, 1995, p. 251).

Nos auteurs semblent attendre beaucoup de la révolution informatique, qui permettrait un accès plus facile à l'information et à la lecture. Mais quoi qu'il en soit, ce pays devra pendant longtemps encore faire face à ses

<sup>1</sup> June Bam & Pippa Visser, *A New History for a New South Africa*, Cape Town, Kagiso Publishers, 1996.

quatre problèmes majeurs, qui sont aussi les héritages de plus d'un demi siècle de ségrégation ethnique, ce dont les auteurs ont parfaitement conscience :

1. Des inégalités criantes entre une communauté blanche et les autres.
2. Le taux d'analphabétisation des masses africaines (plus de la moitié de cette population n'a pas accès à la lecture).
3. L'indice de chômage (pour cette population qui est la première à en souffrir, même lorsqu'elle pourrait y accéder, le livre demeure un produit trop cher pour ses revenus).
4. L'imbroglie linguistique : l'afrikaans, l'anglais et les onze langues vernaculaires officiellement reconnues.

En dépit d'une lecture difficile et d'une organisation qui laisse beaucoup à désirer, cet ouvrage apporte une masse d'informations qui permettent d'y voir un peu plus clair.

■ Jean SÉVRY

■ FIOUPOU CHRISTIANE (ED.), *SEUILS/THRESHOLDS, CALIBAN 7*, PRESSES UNIVERSITAIRES DU MIRAIL, 2000

Les Actes du colloque sur les littératures anglophones en Afrique qui s'est tenu à l'université de Toulouse en février 1999 se terminent par un poème de Niyi Osundare intitulé *Seuils* dont voici la première strophe dans la belle traduction de Christiane Fioupou :

*Les pieds lavés par un millier de pluies  
Nous franchissons le seuil de la saison ;  
Les marches crissent sous nos pas, pétulants de questions,  
Intrigués par la carte des nouveaux croisements...*

Les vingt-trois communications rassemblées ici dessinent une carte criblée de carrefours. Il s'agit d'explorer toutes ces dynamiques qui permettent aux langues, aux cultures, aux genres, aux identités, aux périodes, de se croiser au sein d'une littérature, comme une floraison de questionnements. On trouvera beaucoup plus de questions que de réponses dans ce recueil d'articles, ce qui fait tout son intérêt. On pourra distinguer des constellations imbriquées d'articles regroupés par auteurs traités (quatre textes consacrés à Osundare), par genres (une série sur le théâtre), par problèmes littéraires (trois articles sur la traduction), ou par aires (la littérature d'Afrique du Sud). Dans ce foisonnement de "seuils", trois axes de problématiques peuvent être dégagés : l'axe linguistique, l'axe culturel, l'axe ontologique.

Abiola Irele ouvre le recueil avec un texte théorique proposant de lire les littératures africaines comme des littératures en "langues secondes", c'est-